

Hongrie 1956 : une révolution défigurée

vendredi 28 juillet 2006, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juin 2006).

Le quotidien français *Le Monde*, en date du 22 juin 2006, écrit : « Venant de Vienne où il a assisté au sommet euro-américain, George W. Bush célèbre, jeudi 22 juin, en Hongrie, le 50^e anniversaire du soulèvement de Budapest contre l'emprise soviétique. » Effectivement, en juin 1956, un tournant important va s'opérer en Hongrie (voir la chronologie ci-dessous). Il nous semble utile, à l'occasion de l'utilisation de cette « commémoration », de rappeler les traits les plus importants de cette « révolution » et les réactions des forces politiques de gauche en Suisse. [réd. de « A l'encontre »]

Sommaire

- [Une nouvelle démocratie](#)
- [Une opposition semi-officielle](#)
- [Le « printemps de Budapest \(...\) »](#)
- [Un mouvement indépendant](#)
- [La force insurrectionnelle](#)
- [A la croisée](#)
- [Briser les conseils](#)
- [L'histoire au bout de la plume](#)
- [Chronologie](#)

Octobre 1956 : la Révolution hongroise éclate. Leslie Bain, un des rares journalistes occidentaux connaissant le pays, sa langue, et présent en Hongrie en 1956, écrivait en 1960 : « *Dans l'histoire récente aucun événement n'a été soumis à autant de mensonges, n'a été autant déformé et flétri que la Révolution hongroise.* » [1]

Leslie Bain relève que les appareils de propagande à l'œuvre - à l'Ouest et à l'Est - durant la Guerre froide fonctionnaient sur un mode analogue. Pour les premiers, il s'agissait d'une stricte révolte nationaliste contre la dictature communiste ; pour les seconds, d'un complot réactionnaire.

Une nouvelle démocratie

L'un des traits caractéristiques de cette révolution - la poussée vers un nouvel ordre social et démocratique - est soigneusement ignoré. L'examen de la presse de Suisse romande, en 1956, confirme cette appréciation, avec une notable exception.

Cinquante ans plus tard, l'étude de la Révolution hongroise est facilitée par les travaux de l'Institut pour l'Histoire de la Révolution Hongroise de 1956, de Budapest.

Sa première synthèse de 1991 a été enrichie en vue d'une version anglaise publiée en 1996 : *The*

Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression 1953-1963 [2].

On peut y lire : « *L'idée d'une démocratie révolutionnaire, comme on la qualifiait à l'époque, n'était en aucune mesure limitée à la formation d'un multipartisme gouvernemental et à l'apparition de partis politiques dans la sphère des affaires publiques. L'établissement d'institutions de démocratie à la base dans les entreprises et dans les localités avait une place non moins importante dans les objectifs de la Révolution... Dès les premiers jours de la Révolution, les conseils ouvriers étaient politiquement importants et ils constituaient aussi des instruments d'élaboration de programmes socio-politiques. Au cours des « combats d'arrière-garde » [après la deuxième intervention soviétique] en novembre et décembre, les conseils étaient presque les seuls centres de résistance... Un des éléments importants de la pensée et de l'action politiques en 1956 était la relation entre la démocratie à la base et le système parlementaire, la coopération des conseils de fabrique et de comités locaux avec les organes gouvernementaux et le Parti à l'échelle nationale...* » [3]

Ainsi ressort la possibilité d'une « troisième voie » institutionnelle, sociale et économique, entre capitalisme et stalinisme. Certes, ses développements auraient rencontré de nombreux carrefours sur la durée. Mais, en 1956, ce possible fut détruit. Les défenseurs d'un socialisme démocratique et autogestionnaire ne perçurent pas l'ampleur de cette défaite à l'échelle historique.

Nous mettrons, ici, l'accent sur cette dimension de « démocratie révolutionnaire ». D'une part, parce qu'elle reste encore méconnue. D'autre part, parce que les événements internationaux (crise de Suez) ou le rôle des « forces fascistes » ont été l'objet d'études nombreuses démontrant leur impact nul sur la dynamique sociale spécifique de cette insurrection à l'échelle d'un pays.

Une opposition semi-officielle

Un tel mouvement d'auto-organisation nécessite une maturation sociale, politique, culturelle et le discrédit aigu des organes de pouvoir officiels, autocratiques.

En mars 1955, Imre Nagy (1896, exécuté le 18 juin 1958), placé au pouvoir en 1953 pour éviter une crise, est démis de ses fonctions et attaqué par Rakosi, nouveau chef du gouvernement et secrétaire général du Parti. Un groupe, peu organisé, d'écrivains, de journalistes, de membres du PC se forme autour de Nagy.

Pour la première fois dans un pays de l'Est existe une opposition durable au sein et à la marge des structures officielles. Elle sera vue par « l'opinion publique » comme une solution de rechange au pouvoir en place. Les mobilisations futures disposeront d'un objectif politique unificateur : le retour de Nagy au pouvoir.

Dans la presse suisse romande, se réclamant de la gauche, deux regards sur cette situation.

L'un, dans *Le Peuple*, organe du Parti socialiste. Jules Humbert-Droz [4] y analyse les raisons de la chute de Nagy : « *...le gouvernement Imre Nagy avait vivement attaqué le régime policier de Rakosi, libéré de prison et des camps de concentration des dizaines de milliers d'ouvriers communistes et socialistes...* » (17 mars 1955). Le 7 juillet 1955, l'appréciation est plus globale : « *Les arrestations, les condamnations, les changements de chefs de gouvernement qui se produisent dans les régions communistes de l'Est de l'Europe ne sont qu'un reflet de ces luttes des masses travailleuses pour leur liberté et leur bien-être.* »

L'autre, dans *La Voix ouvrière*, organe du Parti suisse du travail-POP : « *Les déviations de droite du camarade Imre Nagy se sont manifestées dans la sous-estimation et la négation des magnifiques*

victoires remportées par le Parti, qu'il a tues régulièrement... Les conceptions droitières ont pu devenir dangereuses pour notre Parti et notre Etat, non seulement parce que le camarade Imre Nagy soutenait les conceptions anti-marxistes dans ses discours et ses articles, mais parce qu'il en était le porte-parole » (18 mars 1955).

La chape de plomb de la « normalisation » semble être alors retombée ; toutefois les défis au régime de Rakosi continuent en 1955.

Le « printemps de Budapest »...

En 1956 éclate le « printemps de Budapest ». Dès mars, les rumeurs se multiplient sur le « rapport secret » fait par Khrouchtchev lors du 20^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique » (PCUS). Khrouchtchev y avait étalé une partie des « crimes de Staline ».

Deux mines se trouvent, dès lors, placées sous les pieds de Rakosi. Le rapprochement entre Khrouchtchev et Tito, en 1955, enlève toute validité aux procès qu'il a conduits en 1949 contre des membres prestigieux du Parti, tel Lazlo Rajk. Les « déviations titistes » lui avaient servi de chef d'accusation ! Ensuite, la reconnaissance des « crimes de Staline » renvoie à la répression menée par le PC hongrois depuis 1947-1948.

La revendication de la réhabilitation de Lazlo Rajk - lancée lors d'une réunion publique, le 27 juin 1956, par sa veuve, Julia Rajk - débouchera sur la première gigantesque manifestation publique d'opposition dans la Hongrie de l'après-guerre : l'enterrement officiel de Rajk, le 6 octobre 1956.

Depuis mars et surtout depuis juin 1956, des intellectuels, des écrivains, des membres du Parti animent un débat public au travers des réunions du Cercle Petöfi. Le 27 juin, ce seront quelque 6000 personnes qui participeront à un débat du Cercle sur le thème de la presse. Des causeries sont données dans les usines. Un « second centre politique » s'affirme dans le pays, comme le dénonce la direction du Parti unique !

Le 28 juin 1956, à Poznan, en Pologne, éclate une révolte ouvrière, durement réprimée. Elle deviendra un signe de ralliement en Hongrie.

Matyas Rakosi (1892-1970) cherchera à utiliser la répression du soulèvement de Poznan pour lancer une vague de répression en Hongrie. Une liste de 400 « éléments opposants » est dressée. Mais la cote d'alerte est atteinte. Pour tenter d'éviter une crise ouverte, Souslov et Mikoyan, envoyés du PCUS, décident le remplacement de Rakosi par Ernö Gerö (1898-1980), son bras droit, et font monter un dirigeant qui reste en réserve, Janos Kadar (1912-1989). Ce lifting ne suffira pas.

Un mouvement indépendant

Le 16 octobre se crée une organisation indépendante de masse des étudiants, la MEFESZ (Ligue des associations étudiantes des universités et lycées hongrois). Apparaît donc sur la scène publique un mouvement de masse indépendant des structures du Parti-Etat, avec son propre journal. Bill Lomax en souligne les implications : « *Le mouvement d'opposition qui a passé... des écrivains aux organisateurs du Cercle Petöfi va tomber dans les mains des étudiants.* » [5]

La plate-forme de la MEFESZ contient des revendications-clé : une nouvelle direction du Parti, un gouvernement dirigé par Nagy, des nouvelles élections, une nouvelle politique économique, l'ajustement des normes de travail dans les usines et l'autonomie des organisations ouvrières, la

révision des procès et l'amnistie, la liberté de la presse. Le multipartisme et le retrait des troupes soviétiques stationnées en Hongrie s'ajoutent à la liste, lors des assemblées organisées dans tout le pays.

Le 22 octobre, les étudiants appellent à une grande manifestation pour le 23. Elle va rallier tous les secteurs de la société, jusqu'à des soldats ! A 9 heures du soir, devant le Parlement, Nagy s'adresse à la foule. Il demande aux manifestants de rentrer chez eux et promet de tout faire... pour appliquer son programme de 1953 ! Nagy reste convaincu que tout doit être résolu dans le cadre du Parti, tout en devant prendre acte, à chaque fois avec retard, de l'existence d'une impulsion populaire impétueuse. La frustration des manifestants, après ce discours, est grande. Le mot d'ordre « Maintenant ou jamais » est largement repris. Des manifestants, avec l'aide de camions, déracinent la colossale statue de Staline... laissant une paire de bottes sur son socle. Les autres veulent entrer dans la maison de la radio pour diffuser la plate-forme des étudiants. Les forces de sécurité tirent sur la foule.

L'affrontement militaire commence. Des soldats ont donné leurs armes et d'autres ont été réquisitionnées dans les casernes, sans trop de difficultés. La grève générale s'étend dans tous le pays.

La direction du Parti et de l'armée, incertaine du comportement des troupes hongroises, demande l'intervention des forces soviétiques. Alors qu'un « monde s'écroule », la direction du Parti se réunit... et Nagy cherche encore des solutions dans ce cadre. Ce n'est qu'à midi, le 24 octobre, qu'il annonce que la loi martiale ne sera pas appliquée tout de suite et qu'il réclame le dépôt des armes...

La force insurrectionnelle

Mais le mouvement de masse acquiert sa propre dynamique. *« Les combattants étaient littéralement prêts à combattre jusqu'à la mort. C'est probablement la principale raison pour laquelle la direction politique n'a pas pu imposer un compromis et n'a pas réussi, avec des réformes partielles, à restaurer l'ordre. L'autre raison décisive résidait dans le mouvement révolutionnaire d'en bas, dans l'auto-organisation du peuple à tous les niveaux. »* [6]

Du 24 au 28 octobre, l'armée soviétique ne peut imposer son ordre. Au début ont lieu des scènes de fraternisation. Mais le 25 octobre, devant le Parlement, éclate une fusillade faisant de nombreux morts. C'est le tournant. Durant 4 jours, les combats sont violents. Les troupes « insurgées » réunissent 15'000 personnes au maximum. L'insurrection s'étend dans tout le pays autour de revendications socio-économiques, démocratiques et d'indépendance nationale face aux Soviétiques. Le 28 octobre, devant l'ampleur de la résistance armée et civile, le retrait des troupes soviétiques, insuffisantes pour s'imposer vite, est décidé. Apparence trompeuse d'une victoire. Aujourd'hui, on sait que la décision était d'ordre tactique, prise en accord avec Kadar. Dès le 27 octobre, Nagy prend la tête d'un nouveau gouvernement, encore en déphasage avec le soulèvement de la société.

La dynamique de la révolution de cette fin octobre ne transparaît pas dans les éditoriaux de la presse examinée. Dans *Le Peuple*, Lucien de Dardel, rédacteur en chef, écrit : *« Et même l'entrée en nombre de non-communistes (sinon d'anti-communistes) dans le gouvernement Nagy signifie que la Hongrie en est désormais à un stade qui dépasse celui de la Yougoslavie de Tito. Si la suite des événements se maintient dans l'esprit de la révolution, c'est à un vrai régime démocratique et parlementaire que marche la Hongrie, peut-être même à un véritable socialisme démocratique du type occidental »* (30 octobre). G. Rigassi, dans *La Gazette de Lausanne*, souligne : *« Les soulèvements de Pologne et de Hongrie signifient l'échec du « colonialisme » soviétique et cet échec est dû, pour une large part, au rôle joué par la jeunesse... »* (27/28 octobre). Jean Vincent, dans *La*

Voix Ouvrière, cherche « l'erreur » qui justifie tout : « *Il faut bien que de très lourdes fautes aient été commises, des fautes capitales, dans tous les domaines, économique, politique, moral aussi (oui, moral...)* pour que l'intervention de l'armée soviétique ait été jugée nécessaire en Hongrie » (30 octobre).

A la croisée

Du 28 octobre au 4 novembre, date de la seconde intervention soviétique, quatre éléments se détachent.

1° Le 31 octobre, la centralisation des conseils ouvriers commence. Les revendications sont claires : les entreprises appartiennent aux travailleurs ; le Conseil est l'organe de contrôle, démocratiquement élu ; le directeur est élu ; salaires, méthodes de travail, contrats avec l'étranger (URSS) doivent être soumis au Conseil ; engagements et licenciements relèvent de sa compétence ; l'utilisation des profits doit être décidée par le Conseil [7]. Ce programme traduit une vision de société peu conforme à l'idée d'un retour au régime d'avant-guerre. La jonction entre les conseils ouvriers et les comités révolutionnaires locaux se fait plus étroite. Dans son langage, une dépêche publiée par *La Gazette de Lausanne* exprime l'état d'esprit : « *Ces comités révolutionnaires désirent une libéralisation du régime et demandent que la Hongrie poursuive une politique communiste* » (29 octobre).

2° Le centre de gravité du pouvoir officiel passe clairement du Parti au nouveau gouvernement de Nagy. Les négociations entre Nagy et les conseils, un peu sceptiques, avancent pour mettre fin à la grève et consolider la situation.

3° Janos Kadar met en place un nouveau parti, qualifié d'anti-stalinien, le MSZMP (Parti socialiste des travailleurs hongrois). Il doit servir de relais à l'instauration d'un nouveau pouvoir, une fois « l'ordre rétabli » par l'armée soviétique.

4° Le gouvernement Nagy demande la reconnaissance d'une Hongrie neutre ; une revendication dont l'écho en Hongrie sera grand. La « communauté internationale » fait la sourde oreille...

Briser les conseils

Dès le 4 novembre, face à la deuxième intervention militaire soviétique, la population recourt à une grève générale, certainement la plus complète et unie connue jusqu'alors dans l'histoire. La résistance militaire, prenant appui avant tout sur la jeunesse des quartiers ouvriers, dure quelque six jours.

La Coordination des conseils devient le centre de résistance. Dès le 12 novembre, une structure officielle centralisée fonctionne comme contre-pouvoir, avec ses bulletins et ses tracts. Les revendications prioritaires sont les suivantes : retrait immédiat des troupes soviétiques ; liberté de la presse ; contrôle sur la police et l'armée pour empêcher l'infiltration des agents de l'AVH (police politique) ; amnistie pour les civils et les militaires ayant participé à l'insurrection.

La représentativité du Comité central des conseils du Grand Budapest (KMT) est telle que Kadar, arrivé dans les fourgons de l'armée soviétique, doit négocier avec lui. Une rencontre a lieu, les 14-15 novembre. Parmi les thèmes discutés : l'extension d'un système de conseils à l'échelle nationale ; le droit de grève et le retrait des troupes soviétiques. A la première revendication, Kadar a répondu « *que rien de la sorte n'existait ailleurs et qu'une telle structure était superflue dans une démocratie*

populaire » [8].

Les délégués des conseils restent fermes sur leur position. La répression devient alors l'arme prioritaire de la bureaucratie. Le 27 novembre 1956, dans une circulaire, la direction du KMT indique l'enjeu central de l'heure : « Les entreprises sont dans nos mains, les mains des conseils de travailleurs. Le gouvernement le sait et veut, avant tout, en terminer avec cela. » [9] L'arrestation des leaders les plus représentatifs du KMT provoquera la grève générale des 11-12 décembre. La répression se durcit. Le 5 janvier 1957, ceux qui refusent le travail ou « provoquent des grèves » sont susceptibles de la peine de mort... Le flot des réfugiés atteindra quelque 200'000 personnes.

L'histoire au bout de la plume

Le 23 novembre 1956, en première de *La Voix ouvrière*, la parole est donnée à Kadar : « *La confusion de la situation venait de ce que les gens qui étaient entraînés dans les manifestations n'étaient pas contre le socialisme, le sens du socialisme, alors que dans les faits, l'orientation du mouvement était manifestement contre-révolutionnaire. Les contre-révolutionnaires, qui étaient derrière le mouvement, manœuvraient avec une grande habileté. Jamais peut-être une contre-révolution n'a été tentée avec autant d'adresse..* » Les « explications » de Kadar rivalisent avec celles fournies par Jean Vincent dans la *Voix ouvrière* au cours de ces mois tragiques. On les retrouve encore... en 1986 pour justifier l'intervention : « *Très vite, ce furent des hommes tels que le cardinal Mindszenty et d'anciens disciples de Horthy qui imprimèrent aux émeutes une orientation rien moins que démocratique, avec l'aide active de quelque 3500 criminels de guerre sortis de prison* » (*VO-Réalités*, 30 octobre-5 novembre 1986).

La Gazette de Lausanne offrira son bilan de la Révolution hongroise, sous la plume de Georges Rigassi : « *Si le peuple hongrois a réagi de façon si spontanée et si unanime contre l'oppression soviétique, c'est que, croyons-nous, il a voulu se relier à l'histoire de la chrétienté pour sauver son intégrité spirituelle ; il a voulu reprendre possession de la tradition de liberté et de respect de la personne humaine qu'il partage avec l'Europe occidentale et que le marxisme lui avait dérobé* » (12/13 janvier 1956).

Dans *Le Peuple*, Humbert-Droz seul manifeste une compréhension qui rompt avec celle des autres rédacteurs. Le 13 décembre 1956, en première, il écrit : « *Le Conseil central des ouvriers ayant proclamé à nouveau la grève générale après un impitoyable refus du gouvernement de faire droit aux revendications légitimes des travailleurs, Kadar décida de dissoudre et d'interdire les conseils ouvriers. C'est contre eux que les forces armées combinées de la police hongroise et des troupes d'occupation russes dirigent leur féroce répression après avoir proclamé la loi martiale. Les conseils ouvriers ont joué, dans le développement des événements de Hongrie, un rôle essentiel... Au cours de ces sept semaines de combat, ils ont formulé des revendications dont le caractère était nettement révolutionnaire. Dans le soulèvement spontané et souvent désordonné du peuple, ils ont été, avec les étudiants et les intellectuels, l'élément conscient orientant le mouvement de masse vers des buts précis ; ils ont joué le rôle que les soviets avaient joué au début de la Révolution russe. Si le gouvernement Nagy, d'abord, puis le gouvernement Kadar avaient voulu s'appuyer sur la classe ouvrière et gagner sa confiance, c'est sur les conseils ouvriers qu'ils auraient dû baser leur pouvoir. Les occasions de le faire n'ont pas manqué... Les conseils ouvriers ont cherché à faire du gouvernement le porte-parole de leurs intérêts. Ce sont ces gouvernements qui ont refusé. ...La bureaucratie est incapable de détruire elle-même ses privilèges et de transformer le régime d'en haut.* »

Notes

1. Leslie Bain, *The Reluctant Satellites*, Macmillan, 1960, p. 97.
 2. *The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression 1953-1963*, Edited by György Litván, Longman, 1996, 221 p.
 3. *Ibid.* pp. 74 et 75.
 4. Jules Humbert-Droz, ancien membre du Parti communiste suisse et de l'Internationale communiste ; il entre après 1943 au Parti socialiste et devient, en 1947, secrétaire national du Parti socialiste suisse (PSS).
 5. Bill Lomax, *Hungary 1956*, Allison & Busby, 1976, p. 46.
 6. György Litván, *op. cit.*, p. 65.
 7. Jean-Jacques Marie et Balazs Nagy, *Pologne-Hongrie 1956*, EDI, Paris, 1966, pp. 203-204.
 8. György Litván, *op. cit.*, p. 110.
 9. György Litván, *op. cit.*, p. 111.
-

Chronologie

1953

- Mars : mort de Staline.
- Juillet : Imre Nagy, premier ministre, initie son « Cours nouveau ». Mathias Rakosi, premier ministre depuis 1952, reste premier secrétaire du Parti (MDP - Parti ouvrier hongrois).

1954

- Mars : début de libération de prisonniers communistes et socialistes.
- Décembre : opposition ouverte de Rakosi à la politique de Nagy.

1955

- Mars-avril : le Comité central du Parti dénonce le « cours droitier » de Nagy ; il est démis de toutes ses fonctions.
- Mai : la Hongrie participe à la création du Pacte de Varsovie. Khrouchtchev, à Belgrade, renoue avec Tito.
- Octobre : la direction de l'Association des écrivains démissionne en bloc pour protester contre la censure.

1956

- Février : 20e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique.
 - Mars : première réunion publique du cercle Petöfi (poète et héros national de la lutte pour l'indépendance hongroise, 1823-1849).
 - 27 juin : Julia Rajk exige la réhabilitation de son mari, Lazlo Rajk, exécuté en 1949, et la condamnation de ses assassins.
 - 28 juin : soulèvement des ouvriers de Poznan (Pologne).
 - 17 juillet : sur ordre de Moscou, Rakosi est remplacé par Ernö Gerö. Janos Kadar entre au Bureau politique du Parti.
 - Septembre : opposition ouverte au Parti du Congrès annuel des écrivains.
 - 6 octobre : 200'000 personnes à l'enterrement de Lazlo Rajk.
 - 14 octobre : Nagy réintégré dans le Parti.
 - 16 octobre : création d'une nouvelle organisation étudiante (MEFESZ).
 - 23 octobre : grande manifestation populaire à Budapest.
 - 24 octobre : Nagy nommé premier ministre. Les premiers conseils ouvriers se forment.
 - 25 octobre : des affrontements armés explosent entre « insurgés », forces de sécurité hongroises (l'AVH - Office de la sécurité d'Etat, qui a succédé à l'AVO) et troupes soviétiques. Kadar remplace Gerö au secrétariat du Parti.
 - 27 octobre : Nagy annonce un nouveau gouvernement.
 - 28 octobre : Nagy annonce à la radio que les troupes soviétiques se retireront.
 - 29 octobre : l'ambassadeur américain, Bohlem, fait savoir à Moscou qu'il considère la Hongrie comme hors du champ d'intérêt des USA. Attaque israélienne contre l'Égypte ; ouverture de la crise de Suez.
 - 30 octobre : des groupes armés veulent s'emparer du siège du Parti.
- 24 défenseurs du bâtiment seront tués et lynchés ; la direction de l'insurrection s'oppose à ces pratiques. Nagy annonce la formation d'un gouvernement sur la base de la coalition pluri-partiste de 1945.
- 31 octobre : la sortie de la Hongrie du pacte de Varsovie est envisagée. Le cardinal Mindszenty est libéré.
 - 1^{er} novembre : Kadar proclame la formation d'un nouveau parti : le Parti socialiste des travailleurs hongrois (MSZMP) ; puis part à Moscou.
 - 2 novembre : le gouvernement Nagy proteste contre les mouvements des troupes soviétiques et demande à Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU, de jouer le rôle de médiateur.
 - 3 novembre : nouveau gouvernement Nagy.

- 4 novembre : les troupes soviétiques attaquent Budapest. Annonce à la radio de la formation d'un nouveau gouvernement Kadar. Nagy se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie.
- 4-11 novembre : résistance armée.
- 12 novembre : création formelle du Conseil central ouvrier de Budapest (KMT), reçu le 14 par Kadar pour négocier.
- 22 novembre : Nagy est déporté en Roumanie.
- 23 novembre : durant une heure, toute la population reste chez elle pour commémorer le 23 octobre.
- 4 décembre : manifestation silencieuse des femmes dans Budapest pour honorer les victimes de l'intervention soviétique.
- 6 décembre : début des vagues d'arrestations d'intellectuels et d'ouvriers.
- 8 décembre : contre la répression, appel par le Conseil national des travailleurs d'une grève de 48 heures et appel à une grève internationale de solidarité.
- Dès le 11 décembre : loi martiale, interdiction des conseils, etc.
- 16 décembre : premières condamnations à mort. La répression continuera au cours de l'année 1957.

1958

- 17 juin : communiqué du Ministère de la Justice sur l'exécution de Imre Nagy.

P.-S.

* Publié sur le site de A l'encontre.